

La politisation par l'occupation. Pratiques quotidiennes et trajectoires d'*empowerment* dans un squat madrilène

Héloïse Nez

Résumé – En Espagne, le 15M a impulsé une vague d'occupations, à partir du 15 mai 2011, non seulement de places publiques, mais aussi de locaux désaffectés et de logements vides. Les *Indignados*, qui s'inscrivent ainsi dans la suite du mouvement des squatteurs, s'en distinguent par une diversification du profil socio-économique, des orientations idéologiques et des trajectoires des occupants. À partir d'une étude de cas dans le quartier madrilène de Carabanchel, cet article porte sur ces nouveaux occupants sans passé militant, en mettant en lien leurs pratiques et représentations de l'occupation avec leurs trajectoires sociales, professionnelles et politiques. Il s'intéresse aux facteurs de leur engagement, en insistant sur la dégradation de leur situation socio-économique et les opportunités que leur offre le squat en termes de résolution de problèmes concrets et de reconnaissance sociale. L'analyse porte également sur leurs pratiques quotidiennes, à l'origine d'une prise de conscience d'une capacité d'agir individuelle et collective. Ces trajectoires d'*empowerment* s'accompagnent d'un changement de leurs perceptions des mouvements sociaux, des médias et du système économique et politique.

Le mouvement des *Indignados*, dit « 15M » du fait de son émergence le 15 mai 2011, a impulsé une vague d'occupations en Espagne¹. L'occupation des espaces publics urbains, par le biais de campements installés sur les places de centre-ville comme Puerta del Sol à Madrid, a constitué le phénomène le plus visible et le plus analysé de cette mobilisation². Cependant, la décentralisation du 15M dans les quartiers s'est accompagnée d'autres types d'occupations, non seulement de places et de rues pour l'organisation des assemblées, mais aussi de locaux désaffectés et d'appartements vides afin de se réunir, de répondre à des problèmes de la vie quotidienne et de reloger des personnes expulsées de leur logement³. Les *Indignados* s'inscrivent ainsi dans la suite du mouvement des squatteurs (*okupa*) qui se développe en Espagne depuis le début des années 1980, en occupant des édifices vides à des fins de logement et/ou pour organiser des activités sociales et culturelles comme des ateliers, des concerts et des débats⁴. Ils s'en distinguent toutefois par une diversification du profil socio-économique, des orientations idéologiques et des trajectoires des occupants. En effet, si les « centres sociaux occupés autogérés » (CSOA) sont traditionnellement investis par des jeunes libertaires cherchant à forger une « contre-culture » à la culture dominante, ces nouvelles occupations initiées par le 15M (17 à Madrid entre juin 2011 et mars 2012⁵) regroupent une population beaucoup plus hétérogène. Aux côtés d'habitues de ces lieux, des individus sans passé militant et initialement critiques ou méfiants à l'égard des mouvements sociaux en viennent à s'impliquer dans la vie quotidienne du squat. Ils sont plus âgés, moins diplômés et davantage issus des classes populaires et de l'immigration que les squatteurs habituels⁶. Leur arrivée dans les centres sociaux occupés à l'initiative du 15M est fortement liée à la campagne « *Stop desahucios* » (« Stop aux expulsions ») de la Plateforme des victimes de l'hypothèque (PAH), le mouvement de lutte contre les expulsions de logement.

1. Je remercie les coordinateurs du dossier et les deux évaluateurs anonymes pour leurs conseils et remarques.

2. Adell (R.), « La movilización de los indignados del 15M. Aportaciones desde la sociología de la protesta », *Sociedad y Utopía*, 38, 2011 ; Nez (H.), « Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid », *Participations*, 3, 2012 ; Cruells (M.), Ibarra (P.), dir., *La democracia del futuro. Del 15M a la emergencia de una sociedad civil viva*, Madrid, Icaria Editorial, 2013.

3. Martínez (M.), García (Á.), « Ocupar las plazas, liberar los edificios », *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, 14 (1), 2015.

4. Martínez (M.), « The Squatters' Movement. Urban Counter-Culture and Alter-Globalization Dynamics », *South European Society and Politics*, 12 (3), 2007 [en ligne : <https://ojs.unbc.ca/index.php/acme/article/view/1145>].

5. Martínez (M.), García (Á.), « Ocupar las plazas... », art. cit., p. 179.

6. Dans son enquête sur les CSOA en Espagne, basée sur la réalisation de 30 entretiens, Miguel Martínez (« The Squatters' Movement... », art. cit.) indique que la moitié des personnes interrogées ont suivi des études universitaires et un tiers sont issues de classes populaires. La plupart sont jeunes et ont des vies relativement instables. Leur profil est sensiblement différent des nouveaux occupants rencontrés lors de mon enquête (cf. tableau 1).

Cet article porte sur ces nouveaux occupants, en mettant en lien leurs pratiques et représentations du squat avec leurs trajectoires sociales, professionnelles et politiques. Il s'agit, comme l'indique l'introduction de ce dossier, d'analyser les phénomènes d'occupation en prenant en compte tant les parcours militants que les modes et le sens de l'agir occupationnel. Notre cas d'étude est « l'espace socioculturel libéré et autogéré El Eko » (voir photos), un ancien écomat⁷ occupé le 23 novembre 2011 par l'assemblée du 15M de Carabanchel, un quartier populaire au sud de Madrid. Comment des individus éloignés de l'action collective en général et du monde des squatteurs en particulier, avec des orientations idéologiques parfois conservatrices, sont-ils amenés à pousser la porte du squat et à s'y impliquer dans la durée ? Que font-ils concrètement au sein du lieu occupé et qu'y apprennent-ils ? Leur pratique de l'occupation a-t-elle un impact sur leur représentation du mouvement des squatteurs et de leur propre trajectoire ?

Nous chercherons d'abord à comprendre les facteurs d'engagement de ces nouveaux occupants, en les comparant avec ceux des squatteurs habituels qui s'investissent également à l'Eko. Nous verrons ensuite que leur pratique régulière du squat s'accompagne d'une prise de conscience d'une capacité d'agir et d'avoir une prise sur leur quotidien. La notion d'*empowerment* (*empoderamiento* en espagnol), à la fois catégorie indigène et catégorie d'analyse, permet de rendre compte de ce processus d'émancipation individuelle et collective. Il ne s'agit pas ici de reprendre au pied de la lettre le discours des militants lorsqu'ils évoquent leur « pouvoir d'agir », mais de comprendre comment s'articulent dans leur trajectoire les deux dimensions de l'*empowerment* : celle du pouvoir et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. Je retiens pour l'analyse la définition de l'*empowerment* proposée par Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener dans sa version « radicale », soit celle d'un processus « qui articule une dynamique individuelle d'estime de soi et de développement de ses compétences avec un engagement collectif et une action sociale transformative⁸ ». Nous étudierons ainsi les ressorts et les conséquences d'une démarche d'émancipation des individus, de reconnaissance des groupes et de transformation sociale. Ces trajectoires d'*empowerment* s'accompagnent d'un changement des catégories de perception du monde et de soi-même. En effet, les individus qui s'engagent dans le squat reconsidèrent la place qu'ils occupent dans la société et leur propre trajectoire. Ils modifient leurs perceptions du lieu du squat, des squatteurs et du mouvement *okupa*, mais aussi plus largement des mouvements sociaux, des médias et du système économique et politique. On s'intéressera donc aux effets de politisation par l'occupation, en considérant ce phénomène comme une remise en cause de l'ordre établi et de tout « ce qui

7. Un écomat est un magasin de vente au détail réservé au personnel d'une entreprise.

8. Bacqué (M.-H.), Biewener (C.), *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte, 2013, p. 144.

va de soi⁹ ». Cette approche de la politisation développée par Florence Johsua dans son ouvrage sur les anticapitalistes, distincte de celle désormais classique de Jacques Lagroye¹⁰, permet d'aborder les transformations des représentations du monde social en lien avec les expériences de déclassement des individus.

Photos : Le squat « El Eko » à Carabanchel



Ce vaste bâtiment, à l'abandon depuis 14 ans, contient une grande salle avec des canapés, fauteuils et tables au rez-de-chaussée, où se trouve aussi le bar. Les cinq étages comprennent une bibliothèque, un espace ludique pour les enfants, une « zone de gratuité », une cuisine, une terrasse, ainsi que plusieurs salles de réunion où se tiennent les assemblées du squat et celles du 15M. Le lieu est également utilisé pour des ateliers (yoga, danse, théâtre, etc.), des conférences et des débats, des projections de films, des fêtes et des concerts. Aucune pièce n'est dédiée spécifiquement à l'hébergement, les urgences étant très souvent réorientées vers le réseau de squats du quartier. Les graffitis et peintures murales à l'extérieur (avec des slogans revendicatifs : « Désobéis, organise-toi, lutte ») et la décoration intérieure (photos, affiches militantes, etc.) témoignent d'une forte appropriation des lieux par ses occupants.

L'analyse s'appuie sur une enquête ethnographique menée à Madrid de 2011 à 2014. J'ai observé de nombreuses assemblées générales et réunions de groupes de travail à Carabanchel, en prenant des notes lors des débats et en participant à certaines activités, comme la collecte des aliments dans les commerces locaux, afin d'établir un lien de confiance avec les enquêtés. J'ai également réalisé des entretiens biographiques avec quatorze occupants de l'Eko au printemps 2014. Cette démarche méthodologique s'inspire des travaux de la sociologie de l'action collective sur les « carrières militantes », qui développent une analyse processuelle de l'engagement pour en comprendre tant les facteurs

9. Johsua (F.), *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015.

10. J. Lagroye définit la politisation comme une (re)qualification en termes politiques d'une réalité sociale qui était perçue au moyen d'autres catégories. Lagroye (J.), « Les processus de politisation », in Lagroye (J.), dir., *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

Tableau 1. Profil sociodémographique et militant des enquêtés

Prénom (fictif)	Âge	Niveau d'études	Profession / statut	Engagement avant le 15M	Lien précédent avec l'occupation	Vote / orientation politique antérieure	Date de l'entretien
Evelyn	44	Études universitaires non terminées	Secrétaire et comptable / au chômage	Lutte contre la fermeture d'un centre pour handicapés	Aucun	A toujours voté, pour différents partis	23.04.2014
Lucía	33	Études universitaires non terminées	Téléopératrice / en arrêt de travail	Adhérente à un syndicat (CGT ¹¹)	Aucun	D'abord anarchiste, vote ensuite pour le Psoe et Izquierda anticapitalista ¹²	24.04.2014
Julio	28	Études universitaires	Artiste / en « auto-emploi » dans un collectif autogéré	Mouvement étudiant ; pour le droit au logement ; libertaire	Collectifs liés au mouvement <i>okupa</i>	N'a jamais voté, se définit comme libertaire	25.04.2014
Javier	45-50	Études secondaires	Régisseur son et lumière / au chômage	Aucun	Aucun	Plutôt conservatrice (a déjà voté pour le PP)	25.04.2014
Mónica	47	Études secondaires	Concierge / salariée dans un ministère	Mouvement d'objection de conscience	Aucun	Plutôt conservatrice (a déjà voté pour le PP)	25.04.2014
Adriana	40-45	En reprise d'études à l'Université	Femme de ménage et serveuse / au chômage	Aucun	Aucun (vit aujourd'hui dans un squat)	Non mentionné (n'a pas le droit de vote en Espagne)	25.04.2014
Pablo	36	Études universitaires	Consultant en gestion / salarié d'une coopérative	Mouvement étudiant ; Izquierda unida ¹³	Est déjà entré dans un squat	A toujours voté pour Izquierda Unida où il milite	27.04.2014

11. La CGT et la CNT sont des syndicats anarchistes, tandis que Comisiones obreras (CCOO) est un syndicat historiquement lié au Parti communiste.

12. Les principaux partis espagnols sont le Psoe (socialiste) et, à droite, le PP (Parti populaire). Izquierda anticapitalista était un petit parti correspondant à la section espagnole de la quatrième Internationale, dont les équivalents français sont la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) puis le Nouveau parti anticapitaliste (NPA).

13. Izquierda unida est une coalition de gauche incluant le Parti communiste espagnol.

José	72	Non indiqué	Journaliste / retraité	Militant syndical (CCOO)	Devient militant <i>okupa</i> avec le 15M, vit dans un squat	D'abord inscrit dans les réseaux communistes, puis libertaires	06.05.2014
Isabel	35	Études universitaires	Animatrice socio-culturelle / au chômage	Aucun	Aucun	A déjà voté pour le Psoe et Izquierda unida	06.05.2014
Gabriela	36	Études primaires	Femme de ménage / employée par des particuliers	Adhérente syndicale (CCOO)	Aucun	A toujours voté pour le Psoe	06.05.2014
Alberto	60	Non indiqué	Sérigraphe / au chômage	Militant libertaire et <i>okupa</i> ; Adhérent syndical (CNT)	Militant <i>okupa</i> , vit dans un squat	N'a jamais voté, se définit comme libertaire	06.05.2014
Amalia	39	Études universitaires	Psychologue scolaire / salariée (contrat précaire)	Izquierda Unida ; ONG ; Adhérente syndicale (CCOO)	Non précisé	A toujours voté pour Izquierda Unida où elle milite	07.05.2014
Manuel	47	Études secondaires	Géomètre / au chômage	Aucun	Aucun	A toujours voté blanc	09.05.2014
Fernando	39	Études secondaires	Échafauteur / au chômage	Aucun	Usager des CSOA	N'a jamais voté	09.05.2014

que les conséquences biographiques¹⁴. Le guide d'entretien visait ainsi à retracer le parcours d'engagement des individus et à comprendre, de leur point de vue, les apprentissages et les changements liés à leur implication dans le 15M. La variété des profils des personnes interrogées – en termes de sexe (sept femmes, sept hommes), d'âge (de 28 à 72 ans), de nationalités (neuf Espagnols et cinq originaires d'Équateur, d'Argentine, de Colombie et du Pérou) et de situations professionnelles (la majorité étant au chômage, en auto-emploi ou avec des contrats précaires) – reflète la diversité présente au sein de l'Eko¹⁵ (voir tableau 1). La moitié d'entre elles se sont investies dans le 15M et l'assemblée du quartier dès le départ, en étant organisées ou non auparavant, et l'autre moitié a rejoint plus tardivement le mouvement, en cherchant à résoudre un problème de logement. Quatre étaient déjà familières du mouvement *okupa*, comme militantes ou usagers des CSOA, les autres n'ayant aucune pratique (ou très occasionnelle) du squat. La diversité de ces trajectoires permet de comparer les pratiques et les représentations du squat en fonction d'expériences contrastées de l'occupation. Si l'article porte sur le processus de politisation des nouveaux occupants, les cas les plus militants seront donc aussi utiles à l'analyse.

Occuper pour résoudre des problèmes face à la crise

L'arrivée de non initiés dans les CSOA est étroitement liée à la détérioration de leur situation socio-économique avec la crise de 2008 et à la possibilité de résoudre des problèmes concrets au sein du squat. Ces individus issus de classes populaires et moyennes, qui connaissent des trajectoires de déclassement¹⁶, trouvent dans l'Eko un espace où résoudre leurs problèmes personnels et obtenir une reconnaissance sociale.

Des trajectoires de déclassement

La plupart des individus qui rejoignent l'Eko sans expérience militante préalable le font pour trouver une solution à une expulsion passée ou à venir. Les six enquêtés dans cette situation se sont rendus à l'assemblée sur le logement en 2012 ou 2013, soit un an ou deux après l'émergence du 15M. Gabriela pousse ainsi la porte de l'Eko au printemps 2012 sur les conseils des services sociaux.

14. Fillieule (O.), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001.

15. Le nombre de personnes présentes à l'Eko est variable en fonction des jours et des activités. Souvent fermé ou désert le week-end (sauf événement ponctuel), le squat se remplit le soir en semaine quand des assemblées et des ateliers sont proposés (réunissant en général une cinquantaine de participants) et le vendredi soir quand des concerts et des fêtes sont organisés (regroupant entre 50 et 150 personnes).

16. Camille Peugny (*Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*, Paris, Seuil, 2013, p. 29) repère plusieurs situations de déclassement : « déclassement entre les générations (lorsque des enfants connaissent une situation moins favorable que leurs parents), déclassement des diplômés (lorsque les emplois occupés ne sont pas à la hauteur des qualifications), déclassement au cours du cycle de vie (lorsqu'un événement-rupture provoque une dégradation des conditions de vie). » Ce dernier phénomène caractérise les trajectoires des nouveaux occupants.

Cette femme équatorienne de 36 ans, fille de paysanne qui n'a pas pu aller au-delà des études primaires, est arrivée en Espagne en 1992. Employée comme femme de ménage dans une entreprise, elle ne travaille désormais que quelques heures chez des particuliers. Depuis que son mari est au chômage, le couple ne peut plus rembourser le crédit qu'ils ont contracté pour l'appartement où ils vivent avec leurs deux enfants. Gabriela cherche à obtenir la *dación en pago*, qui consiste à rendre son logement à la banque en échange de l'annulation de sa dette (245 000 euros). De nombreux immigrés latino-américains se trouvent dans une situation similaire. Manuel (47 ans), fils de cadre qui a suivi des études secondaires et était cuisinier au Pérou, est arrivé en 2003 en Espagne. Il est devenu géomètre dans une entreprise de construction : « J'avais un bon salaire, tu pouvais même te payer le luxe de partir en vacances. » Licencié avec la crise, Manuel ne peut plus payer le crédit de l'appartement où il vit avec sa femme, qui ne travaille que quatre heures par semaine dans une entreprise de nettoyage, son fils et sa belle-sœur. Apprenant par cette dernière l'existence de la PAH, il participe aux assemblées sur le logement à partir de novembre 2011 pour annuler sa dette de 127 000 euros. Fernando s'est également rendu à l'Eko car il ne pouvait plus payer son crédit immobilier et était menacé d'expulsion suite à la perte de son emploi. Depuis 2010, cet Équatorien de 39 ans alterne entre des périodes de chômage et de petits boulots, alors qu'il a travaillé pendant huit ans comme échafaudier. Fils de petits commerçants, il a migré en 2002 en Espagne pour rejoindre sa famille « et en principe pour améliorer [s]on niveau de vie, mais il ne s'est pas amélioré ». Fernando a obtenu l'annulation de sa dette en s'impliquant dans l'assemblée sur le logement¹⁷, où il continue « pour aider les gens qui ont maintenant des problèmes ». D'autres immigrés viennent à l'Eko une fois qu'ils ont été expulsés. C'est le cas d'Adriana, une Colombienne d'une quarantaine d'années qui est au chômage après avoir été femme de ménage et serveuse. Expulsée de son logement, elle s'est rendue à l'Eko en février 2013 et squatte désormais un appartement avec sa fille de 7 ans grâce à l'aide du « bureau de l'occupation » de l'Eko¹⁸.

Les immigrés ne sont pas les seuls concernés par les expulsions, même s'ils sont plus exposés car éloignés de leur famille. Mónica et Javier, originaires de Madrid, sont arrivés à l'assemblée sur le logement en mars 2013. Ils ne pouvaient plus vivre décemment dans leur appartement, sans gaz ni électricité, et ne savaient pas qu'ils étaient menacés d'expulsion car un voisin leur volait leur courrier : « Comme nous ne payions pas les taxes de la copropriété, nous avons des problèmes avec les voisins. » À 47 ans, Mónica travaille comme concierge

17. La sous-partie intitulée « Un espace de reconnaissance sociale » développe les pratiques d'action collective qui permettent d'obtenir l'annulation des dettes.

18. Le bureau de l'occupation, expérimenté depuis 2010 dans le CSOA de Casablanca puis à l'Hôtel Madrid (initié par le 15M), accompagne ceux qui souhaitent ouvrir de nouveaux squats en leur donnant des conseils et des outils.

dans un ministère. Javier, qui était régisseur son et lumière dans une entreprise qui l'a licencié avec la crise, a ensuite monté sa propre société qui a fait faillite. Il a depuis retrouvé des petits boulots, mais reste très endetté. Ce couple, qui avait un bon niveau de vie et était plutôt conservateur sur le plan politique, a franchi la porte de l'Eko après avoir rencontré des squatteurs à côté de chez eux. Ils envisagent désormais de squatter leur propre appartement quand ils en seront expulsés.

Ces six enquêtés venus à l'Eko pour résoudre un problème de logement ont en commun une faible expérience militante préalable et une méconnaissance du mouvement *okupa*. Seul Fernando fréquentait les CSOA comme usager. Les autres ne connaissaient pas l'existence de tels lieux ou les regardaient de loin. Aucun n'appartenait à un parti politique, une association ou un collectif. Leur participation à des manifestations était occasionnelle. Lorsque le 15M émerge, ils « font un tour » à Puerta del Sol « par curiosité ». C'est leur principale différence avec trois autres enquêtées (Evelyn, Isabel et Lucía), également novices de l'action collective et des squats, mais qui ont pris part plus tôt au 15M. Leur engagement n'est pas lié à un problème de logement, même si ces trois femmes connaissent aussi une forte détérioration de leur situation socio-économique avec la crise. Evelyn, au chômage après avoir été comptable et secrétaire, résume bien l'ampleur de leur déclassement : « Nous nous sommes retrouvés un peu sans futur [...]. Nous avons un toit parce que nous sommes retournés chez nos parents... [...] Moi avant je pouvais voyager, avant je pouvais faire énormément de choses que je n'envisage même plus maintenant. » Cette femme de 44 ans vit avec sa mère et ses deux frères dans un appartement loué. Ils se partagent la pension de retraite de sa mère et celle de son frère handicapé. Evelyn a suivi des études universitaires et avait déjà participé à quelques manifestations, mais ne militait nulle part. Elle commence à s'engager en mars 2011 contre la fermeture du centre d'accueil pour handicapés où se trouve son frère, puis participe au campement de Puerta del Sol et aux assemblées du quartier.

L'engagement d'Isabel coïncide également avec le 15M. Cette femme de 35 ans, qui est au chômage et vit dans un appartement en colocation, a suivi des études d'administration et a travaillé dans ce secteur pendant 7 ans, comme chef de ventes d'une entreprise où son père était commercial. Peu intéressée par son métier, elle se reconvertit dans l'animation socio-culturelle mais ne trouve pas d'emploi rémunéré dans ce secteur. La modération de grandes assemblées à Puerta del Sol est donc l'occasion de mettre ses connaissances en pratique. Pour financer sa reconversion professionnelle, Isabel a travaillé pendant 6 ans comme télé-opératrice, emploi qui l'a menée à la dépression. Tout comme Lucía qui, à 33 ans, ne travaille plus depuis qu'elle a fait une crise de stress dans un *call center* il y a deux ans. Elle vit avec ses parents également touchés par la crise puisque son père, qui travaillait dans l'hôtellerie, est au chômage. Lucía adhère à un syndicat quand elle était salariée et passe aujourd'hui une bonne partie de sa journée à l'Eko.

Le profil de ces neuf nouveaux occupants, très affectés par la crise et peu mobilisés auparavant, se distingue de deux autres plus militants. Amalia et Pablo ne sont pas non plus des habitués des CSOA, mais ils militent depuis plusieurs années à Izquierda unida et dans des associations. Amalia (39 ans), psychologue scolaire, s'est engagée très tôt dans un collectif communiste, comme sa mère professeur des écoles et militante du Parti communiste. Elle est syndiquée à CCOO et membre d'une ONG de solidarité internationale. Pablo, après des études d'économie, est consultant en gestion dans une coopérative. Militant aux Jeunesses communistes, il a pris part aux mouvements étudiant et altermondialiste. Son père, qui travaillait comme sa mère dans le secteur administratif, était investi dans un syndicat. Ces deux fils de militants appartenant aux classes moyennes n'ont pas connu une trajectoire de déclassement avec la crise, même si Amalia (qui vit en colocation) a un poste précaire et est inquiète pour son avenir. La possibilité que leur offre le 15M de « s'impliquer sur des choses concrètes » leur donne de nouvelles raisons de s'engager, qui diffèrent de celles des occupants venus pour résoudre un problème personnel.

On trouve finalement au sein de ce squat des militants libertaires, déjà impliqués dans le mouvement *okupa* avant le 15M. Alberto (60 ans) a pris part aux premiers squats d'activités à Madrid dans les années 1980 et est adhérent d'un syndicat anarchiste (CNT). Ce fils de militaire participe à la manifestation du 15 mai 2011 et tient pendant plusieurs mois le point d'information à Puerta del Sol. Quand il arrive à Carabanchel en 2012, il s'investit dans le bureau de l'occupation de l'Eko et dans le squat de logement « La Corrala La Charca¹⁹ », pour des motifs politiques et « par nécessité ». Si Alberto partage avec les nouveaux occupants ce problème de logement, il n'entretient pas la même relation au travail : après avoir été employé dans des entreprises de sérigraphie, il est au chômage depuis 2009 et ne souhaite pas retrouver d'emploi salarié. Il dit préférer travailler de manière plus « autonome », sans être sous les ordres d'un patron, tout comme Julio (28 ans) qui a suivi des études de philosophie. Ce dernier fait partie d'un collectif de jeunes libertaires qui vivent dans un local loué et y développent « une économie commune » en organisant des concerts et des fêtes. Issu d'une famille de classes moyennes, sa mère étant professeur, Julio ne mentionne pas de changement de situation socio-économique avec la crise. Il a pris part au mouvement étudiant et pour le droit au logement, avant de participer au campement de Puerta del Sol. Les raisons de son engagement sont très différentes de ceux qui viennent à l'Eko pour trouver une solution à un problème concret : « Pour nous, c'est notre mode de vie. [...] Le fait d'avoir des assemblées quotidiennes [...] d'avoir une gestion collective et sans leaders. » À 72 ans, José s'est également rallié au mouvement libertaire, après avoir milité dans des syndicats proches du Parti communiste lorsqu'il travaillait comme

19. Cet immeuble de 30 appartements, occupé le 27 mars 2013 par des jeunes libertaires et des familles expulsées, a été évacué par les forces de l'ordre le 24 avril 2014.

journaliste (comme son père et son grand-père), en Argentine puis en Espagne. Il s'implique dès le départ à Puerta del Sol et devient un des piliers de l'assemblée du 15M à Carabanchel. Très investi à l'Eko, il choisit également de loger dans un squat : « L'urgence politique du mouvement voulait dire occuper, je me suis donc mis à l'occupation, j'ai laissé mon appartement [en colocation] pour squatter. »

Quels que soient leur trajectoire et leurs raisons de s'engager, les nouveaux occupants s'investissent, comme ceux qui ont l'habitude des CSOA, dans toutes les activités quotidiennes de l'Eko. C'est pour eux l'occasion de trouver des solutions aux problèmes qui les ont incités à franchir la porte du squat, mais aussi de mobiliser des compétences qu'ils ne peuvent plus faire valoir sur le marché du travail et de développer de nouvelles relations sociales.

Un espace de reconnaissance sociale

Les nouveaux occupants qui arrivent à l'Eko pour résoudre un problème de logement tendent à s'impliquer dans d'autres assemblées et activités du squat. Comme le reconnaît Pablo, c'est loin d'être le cas de tous ceux qui assistent à l'assemblée sur le logement : « Il y a au moins vingt personnes qui ont résolu leur problème, que ce soit en bien ou en mal, et qui continuent ici, et qui sont parfaitement impliquées. Elles sont vingt et peut-être qu'il y a cinq cents personnes qui sont passées par ici. » Celles qui restent s'engagent dans la lutte pour le droit au logement, mais aussi dans des assemblées qu'elles découvrent à l'Eko et qui leur permettent de résoudre d'autres problèmes de la vie quotidienne. Gabriela raconte comment, à partir de l'assemblée sur le logement, elle s'est impliquée dans le réseau des droits sociaux et finalement dans l'assemblée du quartier. Pour Adriana et Mónica, l'entrée à l'Eko a signifié une immersion dans toutes les activités du 15M : « Au début, nous participions à tout. Pour nous au début tout était pareil, nous allions partout. »

En participant à l'assemblée sur le logement, les nouveaux occupants prennent en charge plusieurs tâches concrètes de la lutte contre les expulsions. Certains, comme Gabriela, organisent les actions *Stop desahucios* qui consistent à convoquer une manifestation le jour de l'expulsion devant le logement concerné pour empêcher qu'elle ait lieu. Gabriela fait partie du « comité d'accueil » des personnes qui viennent pour la première fois à l'assemblée sur le logement, visant à recueillir des informations sur leur situation. En cas d'expulsion, elle participe à la rédaction du communiqué pour appeler à la manifestation et entre en relation avec les avocats de la PAH, qui négocieront le report de l'expulsion avec les autorités compétentes. D'autres, comme Fernando et Manuel, accompagnent les personnes qui ne peuvent plus rembourser leur crédit immobilier dans les banques. Ils s'occupent des procédures administratives et négocient avec les directeurs des agences bancaires des solutions comme la *dación en pago*. Tous ceux qui s'investissent ainsi dans la cause du logement –

avec une répartition genrée classique des tâches²⁰, les femmes étant plus impliquées dans les fonctions d'accueil et les hommes assurant les négociations avec les banquiers – acquièrent de nouveaux savoirs sur des questions techniques, administratives et légales, ainsi que des savoir-faire en termes de communication et de négociation.

Une autre activité, dans laquelle sont impliqués Adriana, Javier et Mónica aux côtés des militants libertaires comme Julio, Alberto et José, concerne le bureau de l'occupation. Il s'agit d'accompagner les projets de squats de logement, en donnant des informations d'ordre juridique et technique, mais sans occuper à la place des personnes concernées : « On n'ouvre pas les squats, mais on leur donne les moyens de le faire, on n'est pas obligés de donner une clé et les outils, c'est un processus dans lequel les gens doivent s'impliquer, il ne s'agit pas de leur donner un appartement » (Alberto). Devant l'urgence de se loger, des familles éloignées du mouvement des squatteurs viennent ainsi demander des conseils pour occuper un appartement. Elles peuvent participer aux ateliers de serrurerie organisés à l'Eko et bénéficier de l'expérience de squatteurs aguerris.

Les autres groupes de travail de l'assemblée du 15M fonctionnent sur un principe similaire, notamment ceux réunis au sein du « réseau des droits sociaux ». Le RDS a été créé en décembre 2012 en fédérant les activités des assemblées sur le logement, l'alimentation et les coopératives. La dynamique de l'assemblée sur le logement a ainsi été extrapolée à d'autres problèmes sociaux : « [Le groupe sur le logement] réussissait réellement à impliquer beaucoup de gens qui n'étaient pas activistes, qui n'étaient pas politisés *a priori* et qui venaient à partir d'une situation matérielle concrète. L'idée du réseau était d'élargir cette dynamique » (Pablo). Comme le résume Evelyn, il s'agit de trouver des solutions à tous les « besoins de base qui sont un toit, un emploi et de la nourriture ». Le groupe sur l'alimentation récupère les invendus des petits commerces du quartier pour constituer des paniers d'aliments, qui sont ensuite répartis au sein du réseau. C'est un prolongement de l'initiative des « magasins amis », une cinquantaine de commerces offrant des réductions aux chômeurs. Les paniers ne sont distribués qu'aux personnes qui prennent part aux assemblées et aux tours de ramassage des aliments, pour éviter toute logique d'assistance : « Nous ne voulons pas avoir des queues à la porte de gens qui viennent seulement pour la nourriture, nous voulons que les gens participent » (Evelyn). Le groupe sur les coopératives et l'auto-emploi, lancé par Pablo et dans lequel s'implique aussi

20. Les recherches sur la division sexuelle du travail militant distinguent des tâches « masculines » valorisées (écrire des tracts, présider une assemblée, etc.) et des tâches « féminines » invisibilisées (distribuer des tracts, écouter en réunion, etc.). Cf. Dunezat (X.), *Chômage et action collective. Luttés dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*, thèse pour le doctorat de sociologie, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2004 ; Bargel (L.), « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant-e-s », *Nouvelles questions féministes*, 24 (3), 2005.

Evelyn, vise également à mettre en place une logique d'entraide entre les participants. Les personnes ayant un projet de création d'une coopérative ou d'une autre forme d'auto-emploi s'investissent dans un accompagnement collectif, en partageant des informations et des conseils. Le réseau des droits sociaux offre ainsi à ses membres des rétributions à la fois matérielles et symboliques de leur engagement²¹. Il ressort des entretiens avec les nouveaux occupants un fort sentiment d'utilité sociale et une reconnaissance de leur militantisme récent. Gabriela définit par exemple le RDS comme « un réseau de collaboration [elle insiste sur ce terme] [...]. Ce sont des personnes à qui on demande de participer et où tu te sens utile, et ce n'est ni de la charité ni qu'ils te donnent quelque chose. » Fernando insiste sur ce sentiment d'utilité sociale pour expliquer ce qui l'a motivé à poursuivre son engagement une fois son problème résolu : « Le fait de voir une famille, une mère et ses enfants par exemple qui vont être expulsés, ça motive. Ou un couple de personnes âgées qui obtiennent le droit à avoir un logement, ça motive. » Il participe et s'identifie seulement aux assemblées sur le logement et l'alimentation, dont les résultats lui semblent plus visibles que ceux de l'assemblée générale du quartier.

Ce sentiment de réalisation de soi, similaire à celui qu'on peut observer dans le militantisme partisan²² ou féministe²³, passe également par l'implication de ces nouveaux occupants dans l'autogestion du squat. Tenir le bar, faire le ménage, s'occuper de la « zone de gratuité » (où on peut déposer et prendre des vêtements), etc. : les tâches sont diverses et permettent de mobiliser et d'acquérir un ensemble de savoirs et savoir-faire. Comme le souligne Julio, habitué des squats, les apprentissages se font en lien avec les pratiques quotidiennes : « Dans un centre social comme ici à l'Eko ou ailleurs, tu apprends beaucoup de choses parce que tu fais des choses. Et il y a des gens qui savent et qui t'apprennent. » Il s'agit notamment d'assurer l'intendance (une tâche essentiellement assumée par les femmes) et la sécurité du lieu (davantage prise en charge par les hommes), comme le raconte Gabriela lorsqu'elle a participé à l'accueil de marcheurs à l'Eko en mars 2014 : « C'est nous [...] qui avons donné les aliments. Nous avons donc cuisiné, [...] il fallait faire en sorte que l'espace soit bien maintenu, et être là s'il y avait un problème. » Les nombreuses sollicitations auxquelles doit répondre Maria quand elle entre désormais à l'Eko montrent qu'elle est devenue une personne ressource du squat. Elle évoque en entretien l'intensité de son investissement, difficilement compatible avec sa vie

21. Gaxie (D.), « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), 1977.

22. Voir, par exemple, les travaux de Bernard Pudal sur le Parti communiste français (*Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989).

23. Le militantisme féministe produit des effets proches de la construction d'une capacité d'agir émancipatrice, en articulant également expériences individuelle et collective. Cf. Achin (C.), Naudier (D.), « L'agency en contexte : réflexions sur les processus d'émancipation des femmes dans la décennie 1970 en France », *Cahiers du genre*, 55, 2013.

de famille : « Parfois mes enfants me demandent “alors tu déménages quand ?” [...] Tu te sens complètement absorbée aussi par tous les problèmes, et après tu ne peux pas t'en défaire. » Plusieurs enquêtés, surtout les femmes très investies dans l'assemblée sur le logement, soulignent ainsi la « dureté » de ce type d'engagement et « l'épuisement » qu'elles ressentent, les menant parfois à des formes de désengagement temporaire : « Ce n'est pas un processus de participation continué, il y a des hauts et des bas, parce qu'on parle de situations limites » (Isabel).

Les nouveaux occupants acquièrent cependant un rôle social en s'investissant dans la gestion du lieu, comme Lucía qui est en arrêt de travail et reprend confiance en s'occupant du bar et de l'accueil des nouveaux entrants. Si Mónica et Javier ne participent plus aux assemblées sur le logement à la suite d'un conflit, ils continuent à s'impliquer dans la gestion et l'organisation de fêtes à l'Eko. Javier, qui travaillait dans l'événementiel avant d'être licencié, peut ainsi valoriser des compétences techniques qu'il ne peut plus mobiliser dans la sphère professionnelle. De la même manière, Evelyn recycle des savoirs professionnels dans le groupe sur les coopératives : « Je me suis retrouvée au chômage, j'étais un peu fatiguée des emplois précaires. [...] Avec des amis qui sont dans la même situation, précaire, nous avons commencé à monter quelque chose, toutes les études, toutes les expériences que nous avons chacun, nous avons essayé de les mettre ensemble dans un projet. » Le fait d'être au chômage, d'avoir du temps et des savoirs professionnels non reconnus par ailleurs constitue autant de facteurs d'engagement dans l'occupation. Le squat devient ainsi, comme le campement de Puerta del Sol, « un espace de réalisation de soi où apporter des connaissances, des expériences et des savoir-faire²⁴ ». Si les rapports sociaux de sexe se maintiennent dans la répartition des tâches quotidiennes, d'autres hiérarchies sociales traditionnelles basées sur l'âge, le niveau d'études, la profession ou l'origine nationale sont ainsi renégociées au sein du squat.

L'Eko est également un lieu de production de nouvelles sociabilités, comme d'autres formes de mobilisations. Les travaux sur les rétributions du militantisme montrent en effet que les organisations politiques et sociales remplissent une fonction d'intégration sociale qui peut compenser l'isolement ou certaines difficultés (par exemple familiales) de leurs membres et assurer ainsi la pérennité de leur engagement²⁵. Tous les nouveaux occupants de l'Eko évoquent les amitiés qu'ils y ont tissées, à l'instar d'Amalia : « C'est vrai que tu te fais des amis là-dedans. [...] C'est comme une manière de vivre, après tu rencontres des gens et tu te fais aussi des amis de lutte parce que tu partages beaucoup de moments avec eux. » Les mères de famille, comme Gabriela et Adriana, amènent souvent

24. Calle (Á.), Candón (J.), « Sindicalismo y 15M », in Cruells (M.), Ibarra (P.), dir., *La democracia del futuro...*, op. cit., p. 163.

25. Gaxie (D.), « Économie des partis... », art. cit., p. 138.

leurs enfants à l'Eko, où ils sont pris en charge par des bénévoles²⁶. Ce nouvel espace de sociabilités est particulièrement important lorsque les relations avec la famille, les voisins et les amis se sont complexifiées avec la crise. C'est le cas de Mónica et Javier, qui sont en conflit ouvert avec leurs voisins et se sentaient socialement isolés avant d'aller à l'Eko : « Tu ne comprends rien, ils te virent de chez toi et tu n'as le soutien de personne, la famille te regarde de travers. » Pour éviter les remarques de ses parents (couturière et artisan, de 74 et 81 ans), Mónica est entrée « dans une routine du mensonge » : « Mes parents pensent que ma vie ici est merveilleuse. [...] Ils ne savent rien et je ne veux pas qu'ils l'apprennent. » C'est au regard de ces ruptures biographiques qu'on peut comprendre l'importance accordée par ces nouveaux occupants, comme Evelyn, aux logiques d'entraide qui prévalent dans le squat : « Nous avons réussi [...] à donner une vie au quartier, à donner au quartier une espèce de solidarité et d'appui qui s'était perdue. »

La participation aux assemblées du 15M et à la gestion du squat représente ainsi, pour les nouveaux occupants comme pour les squatteurs habituels, « une satisfaction personnelle offerte par l'expérience d'une émancipation immédiate en termes de logement, de relations sociales et d'activité politique²⁷ ». Elle débouche sur des trajectoires d'*empowerment* et de politisation très fortement liées aux pratiques quotidiennes dans le squat. On peut ici faire des liens avec d'autres lieux historiques de sociabilité ordinaire combinant une dimension festive et politique, comme les Maisons du peuple en France, qui ont mobilisé et politisé les classes populaires en réglant des problèmes de la vie quotidienne des ouvriers²⁸.

Des effets d'*empowerment* et de politisation

À l'Eko, les nouveaux occupants prennent conscience de leur capacité individuelle et collective à changer leur réalité sociale. Ils s'inscrivent ainsi dans un processus d'*empowerment* qui se traduit par une prise de conscience de leur pouvoir d'agir et une transformation de leurs catégories de perception sociale. Comme le montre Doug Mc Adam avec le concept de « dégel cognitif » (*cognitive liberation*), ces changements de perception de son propre statut social et de l'efficacité de l'action collective sont essentiels pour comprendre l'engagement dans un mouvement social : « *Before collective protest can get under way, people must collectively define their situation as unjust and subject to change through group action*²⁹. »

26. Il est difficile d'estimer le nombre d'enfants présents à l'Eko (une dizaine en moyenne un soir en semaine), car il dépend des activités organisées et du type de groupe de travail se réunissant.

27. Martínez (M.), « The Squatters' Movement... », art. cit., p. 384.

28. Cossart (P.), Talpin (J.), « Les Maisons du Peuple comme espaces de politisation. Étude de la coopérative ouvrière La Paix à Roubaix », *Revue française de science politique*, 62 (4), 2012.

29. Mc Adam (D.), *Political Process and the Development of Black Insurgency*, Chicago, University of Chicago Press, 1982, p. 49.

La prise de conscience d'un pouvoir d'agir

Le développement d'une conscience critique et d'une capacité d'agir est particulièrement visible parmi les individus qui s'impliquent à partir d'un problème de logement. La participation aux activités de l'Eko leur permet de prendre progressivement conscience de leur capacité d'action, en dépassant leur sentiment initial de peur et d'impuissance, comme l'exprime Mónica : « Moi, concrètement, j'ai appris à ne pas avoir peur. [...] Je voulais rester chez moi, je ne voulais pas rencontrer un voisin, je ne voulais rien faire, je ne pouvais pas. [...] L'Eko, où se trouve le 15M, tu peux dire ce que tu veux, et tu peux faire ce que tu veux, parce que tout est possible. Cette phrase "oui on peut", c'est vrai. Ils m'ont appris à voir qu'on peut faire des choses. » Quand elle arrive à l'Eko, Mónica se trouve dans une situation de désespoir et de désinformation face à son problème de logement : « Nous ne savions pas par quel bout le prendre, nous étions super perdus... » Elle n'est pas immédiatement convaincue par l'assemblée, où elle a du mal à exposer publiquement sa situation : « [La première assemblée] c'est horrible, tout le monde crie, ensuite ils te coupent la parole. Il me semble que c'est Javier qui a parlé parce que je tremblais, ça me donnait envie de pleurer. » Pourtant, Mónica dépasse rapidement cette première impression et s'investit pleinement dans le mouvement : « Nous étions toujours dans une tragédie, à pleurer sans arrêt, et après nous avons simplement commencé à faire des choses. Ça a été une année extraordinaire pour nous, ça m'a beaucoup plu. » Cette persévérance s'explique non seulement par la possibilité de trouver des solutions concrètes à ses problèmes de logement en participant aux assemblées du 15M, mais aussi par les relations sociales et liens de sociabilité tissés à l'Eko.

D'autres enquêtés disent avoir dépassé leur sentiment de peur et de solitude, comme Adriana qui s'est « rendu compte que tu peux toujours faire des choses, que tu ne vas pas rester seule chez toi, en pleurant ». Elle reprend, elle aussi, le slogan de la PAH (*Si se puede*, « Oui on peut ») : « Oui, tu peux faire beaucoup de choses. Moi je garde cet aspect positif que, oui, tu peux lutter. Que je ne suis pas seule, qu'il y a beaucoup plus de monde. » Ce développement d'une capacité d'agir individuelle est étroitement lié à une prise de conscience de la force du collectif. Manuel raconte ainsi la première fois qu'il est allé à la banque, accompagné d'autres membres de l'assemblée, pour négocier une solution à son problème de logement : « Au début, tu as un peu peur, tu penses que la police va venir et te mettre en prison, mais quand tu y vas avec cinq ou six camarades, tu as comme une protection. [...] Petit à petit tu saisis ta propre capacité, d'y aller par toi-même. » N'ayant toujours pas réglé son problème personnel, Manuel est aujourd'hui très impliqué dans les négociations avec les banques. Tout au long de la semaine, il met son temps libre et ses compétences de négociation, acquises auprès des participants plus expérimentés, à la disposition des personnes qui en ont besoin. De la même manière, Gabriela a appris à conseiller d'autres « victimes de l'hypothèque » et à négocier par elle-même son

problème de logement, alors qu'elle était initialement tétanisée face au directeur de la banque : « Avant j'y allais pratiquement en suppliant le directeur [elle fait un signe de supplication avec ses mains], "s'il vous plaît..." [rires]. Et maintenant [...] c'est plus ça, maintenant tu sais et tu es consciente que ça a été une escroquerie, tu ne te sens plus coupable, tu ne vas plus avec ce "s'il vous plaît", ni en leur demandant, mais tu vas leur exiger [elle insiste sur le mot] la solution. »

Au-delà de leurs interactions avec les banquiers, ces nouveaux occupants ont appris, comme Gabriela, à prendre la parole en public et à organiser les assemblées sans dépendre des plus militants : « L'assemblée avant c'était quatre personnes qui connaissaient la structure de l'assemblée [...]. Nous avons tous appris comment est la structure de l'assemblée sur le logement. Pour commencer une assemblée sur le logement, nous n'avons plus à attendre que ces personnes arrivent. » Quand je les interroge sur ce qu'ils ont appris en s'impliquant dans le 15M, tous les occupants énumèrent un ensemble de savoir-faire relatifs à la pratique de l'assemblée. Ceux qui n'avaient pas l'habitude de telles réunions mentionnent, comme Evelyn, le processus d'apprentissage qui les a menés à s'exprimer, écouter et travailler en collectif : « J'ai appris énormément [...] à prendre la parole en public [...] à écouter d'autres options, d'autres points de vue... apprendre à les écouter patiemment... à partager des problèmes pour essayer de trouver des solutions et que la solution soit toujours le résultat d'un accord. » Ceux qui militaient dans d'autres espaces que les squats ont également été transformés par ces assemblées. Pablo répond ainsi à la question « qu'est-ce que tu as appris en t'impliquant dans le 15M ? » : « Ça m'a permis de changer, d'être plus tolérant, de construire davantage collectivement, [...] de ne pas te bloquer, d'aller moins vite. » Les militants libertaires habitués des CSOA minimisent leurs apprentissages avec le 15M, mettant en avant le fait qu'ils ont toujours milité ainsi, mais reconnaissent qu'ils ont appris à respecter, tolérer et reconnaître l'expression d'une diversité de points de vue.

Les apprentissages, surtout visibles dans la trajectoire des occupants venus à partir d'un problème de logement, sont donc également présents parmi ceux qui ont un profil plus militant. Amalia, activiste multi-casquettes, reconnaît ainsi avoir perdu une certaine peur face à l'avenir : « Moi ça m'a changée, j'ai beaucoup moins peur de perdre mon travail, [...] parce que je sais que j'ai un réseau... je sais que je ne suis pas seule. » C'est surtout la prise de conscience d'une possibilité de changer les choses concrètement qui caractérise le processus d'émancipation chez les plus militants : « J'ai la sensation qu'avant, je militais ou je participais sur des choses théoriques, ou sur des idéologies, [...] sur des choses très abstraites. Et la lutte, surtout pour le logement, [...] m'a appris à avoir les pieds sur terre. » Amalia a donc changé sa représentation et ses pratiques du militantisme : « Avant, militer c'était quasiment avoir la foi, professer une foi, mais au fond tu penses que c'est impossible parce que tout continue pareil et il n'y a pas moyen de changer les choses [rires]. Et tout d'un coup un

mouvement aussi grand, aussi large, et qui en plus réussit des choses réelles, par exemple ce qui s'est passé avec les expulsions de logement, ça a été un coup d'adrénaline de croire... que si on peut changer les choses. [...] C'est la première fois que je crois que nous pouvons réellement changer le système. » Pablo considère également que le 15M lui a donné « une perspective plus réelle » dans son engagement, en lui apprenant à « avoir une influence sur le terrain » au-delà d'une « construction théorique idéale ». S'il était déjà habitué à « faire des choses », contrairement aux personnes moins politisées, son implication à l'Eko lui a permis « de voir la possibilité qu'il est possible de faire d'autres choses ».

Cette prise de conscience d'une capacité d'action individuelle s'accompagne toujours d'une reconnaissance de la valeur du collectif, comme le souligne Evelyn : « Le plus important, c'est que nous sommes nombreux à savoir que nous pouvons faire beaucoup de choses, nous pouvons intervenir et il n'y a pas besoin de s'institutionnaliser pour faire des choses. » L'utilisation de la première personne du pluriel, plus que de la première personne du singulier, est récurrente dans les discours comme celui de Gabriela : « Nous avons appris que nous sommes capables de chercher des aliments par nous-mêmes, de nous organiser pour porter ce réseau, et que nous avons pu le faire. » Cette répétition systématique du « nous » dans son discours met en évidence la reconnaissance du collectif dans son processus d'émancipation. Lorsqu'elle a cherché une solution à son problème de logement, Gabriela s'est en effet rendu compte que le collectif faisait la différence : « La banque ne voulait pas négocier avec moi, moi toute seule ils ne voulaient pas m'écouter, même pas une proposition... rien. [...] Moi, chaque fois que j'y allais, ils ne voulaient pas me recevoir, au contraire maintenant quand j'y vais avec le groupe, ils nous reçoivent dans tous les cas. » Pour les nouveaux occupants qui se rendent à l'Eko afin de résoudre un problème individuel, le développement d'une capacité d'action collective passe d'abord par la prise de conscience que le problème rencontré individuellement est partagé par (beaucoup) d'autres, puis par la déduction qu'il peut être résolu collectivement. Cette prise de conscience d'une capacité d'agir collective doit beaucoup à la manière dont sont conçues et organisées les assemblées sur le logement. Une grande place est laissée aux témoignages personnels, notamment dans « le rapport hebdomadaire » invitant les participants à présenter leur cas et son évolution (cf. encadré). Le récit des situations individuelles s'accompagne systématiquement de la recherche collective de solutions concrètes, par le biais d'une discussion au sein du groupe et d'échanges avec la personne qui expose ses difficultés. Lorsque des problèmes sont résolus, ils sont toujours racontés, en mettant l'accent sur l'importance de l'action collective, et salués unanimement par l'assemblée³⁰.

30. Le documentaire *Afectados* (en français « Rester debout »), réalisé par Silvia Munt en 2015, rend bien compte de la dynamique de ces assemblées.

« Le rapport hebdomadaire » : des problèmes individuels aux solutions collectives

L'assemblée sur le logement de Carabanchel se réunit tous les jeudis à 20 h à l'Eko. Ce 24 avril 2014, l'atmosphère est particulièrement tendue car La Corrala La Charca, immeuble squatté depuis un an par un groupe de jeunes libertaires et une trentaine de familles, a été évacué par les forces de l'ordre dans la matinée. Une quarantaine de personnes, assises en cercle, participent à la réunion : une majorité de femmes, certaines avec des enfants en bas âge, et de nombreux immigrés. Après une discussion autour des « problèmes collectifs » comme celui de La Charca, le modérateur annonce le moment du « rapport hebdomadaire », où « nous racontons chacun notre cas ». Un tour de parole est ouvert, quatre personnes s'inscrivent en levant la main. Une trentenaire expose son problème avec son ex-compagnon : ils sont propriétaires d'un appartement qu'il a loué pendant son absence. Fernando, qui a l'habitude des accompagnements dans les agences bancaires, insiste sur la nécessité de maintenir un dialogue pour faciliter les négociations. Un immigré latino-américain d'une quarantaine d'années, qui est déjà venu à l'assemblée, explique qu'il a demandé une *dación en pago* et un loyer social depuis quinze jours. Fernando lui indique qu'ils pourront faire quelque chose auprès de la banque la semaine suivante. Fernando évoque ensuite, avec un ton enthousiaste et combatif, « le premier cas où on a réussi à diminuer le loyer de 200 euros. Je voudrais dire à tous les camarades qui ont demandé un loyer social, qu'il faut continuer, qu'il faut lutter, c'est possible de diminuer un peu le loyer, il faut faire pression sur les banques pour l'obtenir. » Des mains se lèvent, timidement, pour saluer l'annonce de cette première victoire. Le langage gestuel instauré par les Indignés dans leurs assemblées consiste ainsi à faire part de son approbation en levant les mains plutôt qu'en applaudissant, afin de ne pas perturber le cours des débats. Le tour de parole étant terminé, le modérateur demande si une autre personne souhaite s'exprimer. Une trentenaire raconte qu'elle a parlé avec son avocate pour partir de son logement et annuler totalement sa dette. Les mains se lèvent à nouveau pour saluer cette situation encourageante. Fernando reprend la parole pour annoncer une autre annulation de dette : « Et une de plus ! » Les mains se lèvent cette fois-ci de manière plus affirmée. En mettant ainsi en scène les victoires obtenues collectivement, les participants sont encouragés à poursuivre leur engagement, tant pour résoudre leur problème personnel que pour aider les autres membres du groupe à trouver une solution au leur.

Le récit de cette assemblée montre comment opère la logique d'émancipation qui sous-tend toutes les activités de l'Eko, en partant de l'expression publique des problèmes individuels et en cherchant ensuite à les résoudre de manière collective. On retrouve ici l'imbrication des trois phases du processus d'*empowerment* mises en avant par Bacqué et Biewener³¹ : individuelle, lorsque chacun développe une conscience critique et sa capacité d'agir ;

31. Bacqué (M.-H.), Biewener (C.), *L'empowerment...*, op. cit.

collective avec la reconnaissance des groupes et d'une capacité d'action collective ; et politique, en posant la question de la transformation de la société dans son ensemble. La dynamique est proche de celle des groupes de parole non mixtes dans les mouvements féministes, qui s'appuient sur la mise en partage des expériences concrètes des vécus des femmes et représentent des lieux d'identification collective de la domination masculine propices à sa théorisation critique : « Quand la perception, confuse ou explicite, des indignations quotidiennes ou des humiliations ordinaires vécues dans la solitude est signifiée à partir d'une grille de lecture politique construite collectivement, alors commencent à être réunies, en pratiques, les conditions favorables à la rébellion³². » Dans les assemblées sur le logement, où les femmes sont majoritaires, la « montée en généralité » ne provient pas d'une désingularisation des expériences, comme dans les dispositifs participatifs institutionnels³³, mais elle s'appuie au contraire sur des « témoignages affectés³⁴ » chargés d'émotions et ciblés sur des problèmes personnels. La montée en généralité ne se fait donc pas dans les prises de parole individuelles, mais dans un deuxième temps par les réactions des autres participants qui cherchent des solutions collectives au problème exposé. Ces réunions permettent ainsi à un groupe de se former et de prendre conscience de lui-même, en définissant des intérêts communs à défendre et en désignant des responsables de la crise économique dont ils subissent les effets – principalement les élites politiques et les banquiers dont la collusion d'intérêts a mené à la spéculation immobilière. Comme dans une organisation de mouvement social ou un parti politique, les participants sont amenés à désigner des ennemis contre qui lutter et à définir une frontière entre « eux » et « nous » : « Quand tu empêches une expulsion de logement [...] c'est une confrontation directe, depuis ceux d'en bas, depuis les citoyens qui ont des problèmes économiques, qui se confrontent directement aux banques qui ont le pouvoir » (Evelyn). C'est l'ensemble de leurs représentations du monde social, et donc leurs catégories de perception, qui sont ainsi réévaluées en prenant part à l'occupation.

Remise en cause de l'ordre établi

La plupart des nouveaux occupants étaient initialement très éloignés du milieu des squats. Leurs représentations de l'occupation, des lieux occupés et des squatteurs en sortent profondément transformées avec leur entrée à l'Eko. Comme le met en avant Florence Bouillon en introduction de son ouvrage sur

32. Achin (C.), Naudier (D.), « L'agency en contexte... », art. cit., p. 126.

33. Voir, par exemple, Talpin (J.), *Schools of Democracy. How Ordinary Citizens (Sometimes) Become Competent in Participatory Budgeting Institutions*, Colchester, ECPR Press, 2011.

34. Sommier (I.), « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux », in Agrikoliansky (É.), Sommier (I.), Fillieule (O.), dir., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 190.

*Les mondes du squat*³⁵, « les squatteurs ont mauvaise réputation. Ils incarnent l'angoisse de nos sociétés modernes vis-à-vis du parasitisme. Parce qu'ils s'emparent d'un bien appartenant à autrui, les squatteurs sont vus comme des profiteurs. Parce qu'ils sont mobiles, ils sont assimilés aux vagabonds. En contrevenant au droit de propriété, ce sont aussi l'ordre public, les libertés individuelles et la sécurité qu'ils semblent menacer. Le stigmate est enfin renforcé par la déviance : [...] les squatteurs ne sont-ils pas perçus avant tout comme des drogués ? » En Espagne, la criminalisation et la stigmatisation des squats se sont accentuées à partir de 1995, quand un nouveau code pénal a été introduit, provoquant une forte répression judiciaire et policière³⁶. Les médias de masse ont contribué à transmettre une image très négative des squatteurs³⁷, ce qui explique la perception initiale qu'en ont les enquêtés avant de franchir la porte de l'Eko. Cet extrait de l'entretien avec Mónica et Adriana montre bien l'évolution de leurs représentations :

« Mónica : Tout à coup, c'est comme si on t'ouvrait les yeux sur les problèmes qu'il y a vraiment. Avant, [...] tu voyais ces gens dans les squats et tu disais, mais regarde-les, la tête qu'ils ont, tu sais, moi je faisais partie de ceux qui...

Adriana [en riant] : C'est que l'occupation avant était très mal vue ici, très mal vue.

Mónica : Très mal vue, c'est vrai.

Adriana : L'occupation, c'était une affaire... je le dis ou non ?

Mónica : Oui, vas-y !

Adriana : Une affaire de gitans [rires] [...] parce que c'était quasiment les seuls qui faisaient ça [...]. Et maintenant ça fait partie de nos vies tu sais, c'est devenu quelque chose de plus normal, de plus quotidien, comme nous le faisons nous aussi [rires]. »

La transformation de leurs représentations du squat et des squatteurs est liée à la fois à leur sentiment de déclassement social et à la fréquentation des squatteurs au sein de l'Eko. Comme le résume Mónica, « tout à coup tu te rends compte que tu es pauvre, [...] tu te rends compte de ce que c'est d'être pauvre ». Quand des familles expulsées et des militants libertaires comme Alberto et José occupent l'immeuble de La Charca, à quelques dizaines de mètres de chez eux, Mónica et Javier « menaient une vie complètement étrangère au 15M ». C'est pourtant vers eux qu'ils se dirigent quand ils apprennent qu'ils vont être expulsés, après qu'on leur ait coupé le gaz et l'électricité. Le vocabulaire utilisé pour décrire les squatteurs change alors du tout au tout : ceux

35. Bouillon (F.), *Les mondes du squat. Anthropologie d'un habitat précaire*, Paris, PUF, 2009, p. 1.

36. Martínez (M.), « The Squatters' Movement... », art. cit.

37. Le journal conservateur *ABC* les présente, par exemple, comme « des jeunes antisystème » qui auraient « des liens avec le terrorisme » (12.08.2001), tandis que le quotidien de centre gauche *El País* les qualifie de « pirates urbains. Des anarchistes de fin de siècle qui usurpent les maisons des autres » (mars 1997). Cf. Martínez (M.), *Okupaciones de viviendas y de centros sociales. Autogestión, contracultura y conflictos urbanos*, Barcelona, Virus Editorial, 2002.

qui étaient « des excités » et « des pauvres » deviennent « nos voisins » et « nos bienfaiteurs » qui « nous ont conduits au seul endroit où nous avons un peu d'espoir ». Auparavant, Mónica avait en tête le discours télévisé, où occupation rime avec « violence ». Elle avait eu l'occasion de voir des squats autour d'elle, s'approchant « par curiosité », mais « sans s'intéresser aux gens ». C'est alors la mise à distance qui prévaut : « comme s'ils n'étaient pas de ton monde », « tu le tiens à l'écart », « ça ne va pas avec toi ». Le rapprochement s'opère quand Mónica se rend compte que sa condition sociale, qui s'est fortement détériorée avec la crise, n'est pas si éloignée de celle des squatteurs : « Nous, ce qu'il nous reste, c'est la rue. [...] Il y a des gens normaux, comme nous tout à coup, nous sommes ouverts comme Adriana à l'occupation. [...] Maintenant nous parlons avec des gens que nous considérons comme des pauvres, avec qui nous n'aurions jamais parlé. » Un an après leur entrée à l'Eko, Javier et Mónica tiennent les positions les plus radicales sur le squat, qui les ont amenés à prendre leur distance à l'égard de l'assemblée sur le logement. Alors que les militants de la PAH conseillent aux personnes concernées d'occuper un logement appartenant à la banque qui les a expulsées, eux estiment que tous les appartements inoccupés peuvent être squattés, que le propriétaire soit une banque (peu importe laquelle) ou un particulier.

Ce rapprochement avec le mouvement *okupa* n'est pourtant pas toujours évident pour des individus qui en sont initialement très éloignés et qui ont peu d'expérience de l'action collective. Gabriela, qui connaissait l'existence des CSOA « de très loin », raconte ainsi son impression initiale : « Quand je suis arrivée à l'Eko, c'était comme un choc... un choc total. [...] Rien qu'en entrant, c'est choquant, parce que tu entres, il y a les tables, chacun avec ses litres de bière [rires], et tu te dis... si un avocat ne m'a pas aidée à trouver une solution, comment je vais en trouver une ici ! [rires]. Mais ensuite tu te rends compte que bien sûr tu vas trouver une solution. Il ne faut donc pas se fier aux apparences. » Le changement de perception du squat s'opère progressivement, en découvrant le décalage entre les représentations médiatiques et ordinaires du lieu, et les activités qui y sont réellement organisées. De la même manière, Gabriela a changé sa perception des mouvements sociaux, en particulier du 15M. Quand le campement est installé à Puerta del Sol, elle le perçoit comme « quelque chose de lointain ». Elle s'y rend « une fois ou deux » avec « méfiance ». Sa représentation du mouvement est alors très influencée par l'image qu'en donne la télévision : « C'était la première chose qu'ils te disaient, que le 15M était un groupe antisystème, radical [insiste sur le mot] et violent. [...] Au fur à mesure que tu connais des gens et que tu t'impliques un peu, tu te rends compte que ça n'a rien à voir. »

On retrouve ce changement de représentation des mouvements sociaux et en particulier du 15M, au-delà de la seule question du squat, dans le discours de Mónica. Comme Gabriela, cette femme de 47 ans était éloignée du militantisme. Elle a participé au mouvement d'objection de conscience quand elle était

jeune, mais a ensuite cessé toute forme d'engagement : « J'étais très jeune, et après je me suis mariée, j'ai commencé à faire ma vie, de... comme une tortue tu sais, tu rentres dans ta maison et tu mènes une vie complètement différente et étrangère aux problèmes des gens. » Quand le 15M émerge, Mónica trouve le mouvement « bizarre » et « marrant » : « Le week-end, on allait nous y prendre en photos [à Puerta del Sol], mais nous n'avions aucune idée de ce que c'était. » « Ces hippies », « ces dégénérés », « ces punks à chien » : sa perception des manifestants est alors très proche des représentations médiatiques. Lorsqu'elle se rend à la première assemblée sur le logement, Mónica avoue « ne rien comprendre », associant la scène à « une thérapie de groupe » ou « une secte ». Elle ressent une très forte distance avec les militants du 15M « jusqu'à la manière de s'habiller, [...] nous étions plus conventionnels pour tout, parce que nous menions une vie normale. Toutes ces personnes étaient déjà un peu différentes, comme un peu plus alternatives. » Sans que Mónica n'ait changé sa tenue vestimentaire, sa participation active aux assemblées et aux actions menées à l'Eko a profondément transformé sa perception du mouvement *okupa* et du 15M, mais aussi du système capitaliste qu'elle ne contestait pas jusque-là.

On peut ici faire un parallèle avec les nouveaux adhérents de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en France à partir de 2002, qui ont un profil plus jeune et plus populaire que les militants habituels. F. Johsua montre que leurs trajectoires de déclassement ont contribué à leur politisation, en transformant leurs représentations du monde social : « Ces désajustements sont de nature à révéler l'arbitraire du monde social et de ses classements, les logiques de domination qui les sous-tendent, contribuant à favoriser des "fractures subjectives avec 'ce qui va de soi'"³⁸. » Les Madrilènes qui s'impliquent dans les squats à partir de 2011 connaissent un processus de politisation similaire : ils remettent en cause ce qui leur semblait évident jusque-là, d'abord parce que leurs conditions de vie ont été brutalement remises en question. Le nouveau milieu social qu'ils intègrent avec le 15M leur permet ensuite de percevoir autrement les raisons de leur déclassement. Mónica explique bien cette situation en rappelant « d'où nous venons » : « Nous avons tous mené une vie bien comme il faut, c'est vrai on a tout fait comme il le fallait, on a acheté des maisons, on était bien habillés, on était propres, on nous laissait entrer dans les bars et on parlait avec nos voisins. Et maintenant tout ça, nous ne l'avons plus. » Si elle dénonce aujourd'hui le système capitaliste, c'est parce que le décalage est très fort entre ses aspirations et la dégradation de sa situation socio-économique, ce dont elle s'est rendu compte en partageant son expérience avec d'autres occupants de l'Eko : « Avant qu'ils nous expulsent, nous ne connaissions rien d'autre, nous voulions tous avoir une maison et que sa valeur augmente. [...] [Le 15M] nous

38. Johsua (F.), *Anticapitalistes...*, op. cit., p. 87.

a tellement changé la vie, parce qu'avant nous ne voyions pas, moi quelque part j'aurais préféré rester aveugle. »

Comme Mónica, les non-initiés du squat ont changé leurs perceptions du monde social en s'impliquant à l'Eko et ont développé un regard beaucoup plus critique sur le système économique, médiatique et politique. Dans les entretiens, les médias sont souvent cités comme « l'une des plus grandes difficultés » qu'ils ont rencontrées dans leur engagement. Evelyn dénonce ainsi le fait que « les grands médias de communication espagnols nous rendent invisibles [...] Ils ont été muets devant toutes ces dénonciations sociales. » Ce qui paraissait évident pour la majorité de la population est désormais remis en cause, comme les consensus issus de la transition démocratique³⁹ : « Avant on ne se demandait même pas si la transition aurait pu se faire d'une autre manière, que beaucoup de choses étaient peut-être à revoir. Avant ça c'était comme un tabou. » Evelyn précise que « le 15M a mis en évidence que les institutions fonctionnent très mal, qu'ils ne gouvernent pas pour nous [...] [mais] pour leurs intérêts ». Manuel développe la même idée, en évoquant les cas de corruption des élus : « On a été nombreux dans l'assemblée à découvrir qu'ils s'en étaient mis plein les poches sur le dos des gens. » Les nouveaux occupants ont ainsi reconsidéré ce qui leur paraissait naturel, comme le bipartisme⁴⁰ ou le fait que les élites gouvernent, en côtoyant au sein du squat et des assemblées du 15M des militants qui tenaient déjà ce discours sur la transition. Si cette proximité inhabituelle entre des personnes peu politisées et des adhérents de partis politiques a pu entraîner un rapprochement de leurs perceptions politiques, elle est également à l'origine de conflits. De nouveaux occupants comme Javier et Mónica sont, par exemple, très méfiants à l'égard des militants d'Izquierda unida, craignant une récupération du mouvement à des fins partisans.

Les plus militants ont peu changé leur perception du système politique et leur pratique électorale avec le 15M. Par exemple, Amalia et Pablo, qui militent depuis plusieurs années à Izquierda unida, ont toujours voté pour ce parti et comptent continuer à le faire. À l'inverse, les libertaires n'ont jamais voté et n'ont changé d'avis à l'égard ni du vote ni des partis politiques. Quand je les interroge au printemps 2014 sur l'apparition de nouvelles formations comme Podemos (qui émerge en janvier 2014), leur réaction est unanime : « Ça m'est égal, je crois que ça ne va rien résoudre » (Alberto), « Ce sont des idéologies complètement étrangères à ce que nous vivons » (Julio), « Les partis ne sont pas des solutions » (José). Les nouveaux occupants sans engagement préalable ont davantage changé leurs représentations et pratiques électorales. Leurs points de vue divergent sur Podemos : Lucía décide de militer dans le cercle local quelques

39. Période qui correspond au passage de la dictature franquiste à la démocratie (1975-1978).

40. Depuis le retour à la démocratie, deux partis alternent au pouvoir : le PP (Parti populaire, droite conservatrice) et le Psoe (Parti socialiste ouvrier espagnol).

mois après l'émergence du parti, Gabriela compte voter pour cette formation qu'elle considère « la plus proche des mouvements sociaux » pour les élections européennes de mai 2014, tandis que les autres sont plus sceptiques sur la possibilité de changer les choses par la voie électorale.

Une profonde remise en cause du bipartisme traverse toutefois leurs discours. Si Fernando (plus proche du milieu *okupa* comme usager des CSOA) affirme n'avoir jamais voté et Manuel avoir toujours mis un papier blanc dans l'urne, les autres reconnaissent avoir longtemps « joué le jeu du bipartisme ». Isabel, qui s'est d'abord abstenue avant de voter pour le Psoe ou Izquierda unida, se dit déçue par ces partis. Tout comme Evelyn, qui a toujours voté, mais pour différents partis « parce qu'aucun ne me convainc vraiment à 100 % ». Elle estime que « ce n'est pas le moment de voter pour le PP ou le Psoe, on doit en finir avec ça... ». Lucía fait la même critique du bipartisme malgré un parcours électoral différent. S'identifiant dans sa jeunesse à l'anarchisme, elle ne votait pas. Puis elle a voté « par inertie » pour le Psoe et plus récemment pour Izquierda anticapitalista, parce qu'elle s'est « rendu compte que le Psoe fait les mêmes politiques que le PP ». C'est dans le discours de Gabriela que la rupture avec le bipartisme est la plus nette. Depuis qu'elle a la nationalité espagnole, cette femme équatorienne a toujours voté pour le Psoe en reconnaissance à la réforme de régularisation des étrangers adoptée par le gouvernement socialiste quand elle est arrivée en Espagne en 1992. Gabriela change toutefois son vote « quand [elle a] vu que le dernier gouvernement du Psoe, alors qu'il aurait pu changer la loi sur les hypothèques qu'il y avait en Espagne quand la bulle immobilière a explosé, ne l'a pas fait ». Elle refuse désormais de voter pour « les deux grands partis qu'il y a ici en Espagne [car ils] pensent presque pareil et agissent presque pareil ».

Si l'occupation ne signifie pas une homogénéisation des représentations du monde social parmi l'ensemble des squatteurs, elle engendre pour les nouveaux une profonde remise en cause du rôle des médias, du système capitaliste et du bipartisme. Cette transformation de la perception des élites politiques et de leur collusion avec les intérêts économiques ne débouche pas toujours sur un changement de pratiques électorales, mais elle implique un rapport différent à l'engagement, aux mouvements sociaux et à l'occupation.

Conclusion

En Espagne, le 15M a profondément renouvelé les acteurs et les pratiques de l'action collective, mais aussi les perceptions de la réalité sociale de personnes éloignées du militantisme. Sans se réduire à ces occupations, le mouvement s'est incarné dans des lieux comme le squat de l'Eko à Carabanchel, qui constituent plus qu'un simple support de la mobilisation. On observe certes les mêmes processus d'apprentissage et d'*empowerment* dans les trajectoires de participants du 15M dans d'autres quartiers madrilènes, indépendamment de l'existence

ou non d'un centre social autogéré. En menant une enquête similaire à Parla, une ville de la banlieue sud de la capitale, j'ai également repéré l'acquisition de savoirs et savoir-faire liés à l'action collective et à la pratique de l'assemblée, ainsi qu'un processus d'émancipation individuelle et collective⁴¹. Le fait que les *Indignados* aient occupé un lieu à Carabanchel, où ils ont pu se réunir par tous les temps et y organiser librement leurs activités, a toutefois joué un rôle important pour maintenir la mobilisation dans la durée et l'ancrer dans un espace qu'ils se sont appropriés. Comme le souligne Delphine Gardey⁴² à propos de l'Assemblée nationale en France, la délimitation d'un « espace à soi » et d'un « territoire spécifique » assure l'indépendance et la pérennité dans le temps d'une institution. Ce n'est pas un hasard si l'assemblée du 15M de Carabanchel a été l'une des plus actives de Madrid⁴³ et si le groupe sur le logement ou le réseau des droits sociaux constituent des références pour d'autres quartiers. Les participants que j'ai rencontrés s'identifient fortement à l'Eko, autant (voire plus) qu'au mouvement des Indignés. Quand certains prennent leur distance à l'égard des assemblées après des conflits sur les stratégies à adopter, comme Mónica et Javier, ils continuent à s'impliquer dans la gestion quotidienne et les moments festifs de l'Eko. Le squat joue ici un rôle important dans la définition de nouvelles sociabilités et la valorisation de savoirs professionnels qui ne peuvent plus être mobilisés sur le marché du travail. L'occupation a ainsi représenté, pour ces nouveaux militants, un moyen de reconquérir un rôle social en mobilisant leur temps et leurs compétences dans la gestion du lieu. Leurs représentations du monde social en sortent profondément transformées, à commencer par une reconsidération du mouvement *okupa* et de la pratique du squat.

La focalisation de cet article sur les nouveaux occupants et leur processus de politisation, en mobilisant la notion d'*empowerment* comme catégorie d'analyse, permet ainsi de comprendre des éléments qui échappent aux études classiques de la sociologie des mouvements sociaux sur les mécanismes de l'engagement individuel. Contrairement à ce qui a été observé pour d'autres mobilisations comme les mouvements de solidarité⁴⁴, les individus que nous avons suivis n'ont pas de proximité socioculturelle avec le mouvement social et ne sont pas insérés dans des réseaux sociaux qui favoriseraient leur engagement militant. Certes, eux font la démarche d'aller à une assemblée du 15M – dont ils ont connaissance par les services sociaux, un ami ou un membre de la famille, ou parfois suite à la rencontre avec un militant – alors que la majorité des personnes concernées par les expulsions de logement en Espagne restent à

41. Nez (H.), *Podemos. De l'indignation aux élections*, Paris, Les Petits Matins, 2015.

42. Gardey (D.), *Le linge du Palais-Bourbon. Corps, matérialité et genre du politique à l'ère démocratique*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2015.

43. Elle est toujours en activité en 2017, alors que la plupart des assemblées de quartier du 15M ne se réunissent plus.

44. Passy (F.), *L'action altruiste. Contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève, Droz, 1998.

l'écart du mouvement. Mais leur engagement n'est pas lié à des capitaux spécifiques (notamment militant), des affinités politiques ou des pressions de leur entourage. C'est surtout la détérioration de leurs conditions matérielles de vie qui les incite à entrer dans le squat, malgré la faiblesse de leurs engagements antérieurs et l'éloignement de leur milieu social vis-à-vis du monde des squatteurs. Les relations sociales qu'ils nouent ensuite en participant aux assemblées et aux différentes actions collectives du 15M les incitent à poursuivre leur engagement. Analyser ensemble les trajectoires de déclassement de ces nouveaux occupants et leurs modes d'implication pratique dans le squat permet ainsi de saisir les mécanismes de leur processus de politisation : arrivés à l'Eko pour trouver des solutions concrètes à la dégradation soudaine de leurs conditions de vie, ils transforment leur perception du monde social et de leur propre trajectoire au contact d'autres squatteurs. C'est ensuite l'expérience collective du squat, notamment ce qu'elle leur apporte en termes de rétributions matérielles et symboliques, qui explique leur mobilisation dans la durée.

Il faudrait toutefois prolonger l'enquête en réalisant des entretiens avec des nouveaux occupants qui ont cessé de s'investir dans le squat pour savoir ce qui distingue ceux qui s'engagent durablement d'autres trajectoires. On pourrait aussi s'interroger sur la possibilité d'une désingularisation de ces occupations madrilènes, en posant la question de la transposition de cette politisation ou des bénéfices de l'*empowerment* en dehors des lieux où ils se sont produits. Suivre les trajectoires de ces nouveaux occupants à moyen et long terme permettrait de vérifier si leur engagement se limite à cette expérience située et localisée ou si, en cas d'évacuation du squat par exemple, il est susceptible de se poursuivre dans d'autres lieux et sous d'autres modes d'action. Nous pourrions ainsi analyser la durabilité de ces pratiques occupantes, l'intensité de l'engagement dans le squat pouvant provoquer une fatigue ou un épuisement militant, et questionner la réversibilité (ou non) de ces processus d'émancipation.

Héloïse Nez est maître de conférences en sociologie à l'Université de Tours, membre de l'UMR CITERES (Cités, territoires, environnement et sociétés). Ses recherches portent sur les savoirs citoyens, la démocratie participative et les mouvements sociaux en France et en Espagne. Elle a récemment publié les ouvrages *Podemos. De l'indignation aux élections* (Les Petits Matins,

2015) et *Urbanisme. La parole citoyenne* (Le Bord de l'eau, 2015). Elle a également codirigé avec Marcos Ancelovici et Pascale Dufour l'ouvrage collectif *Streets Politics in the Age of Austerity. From the Indignados to Occupy* (Amsterdam University Press, 2016).

heloise.nez@univ-tours.fr